

28 mai Journée Internationale d'action pour la santé des femmes

La Journée d'action pour la santé des femmes a été créée au Costa Rica lors de la cinquième Rencontre internationale sur la santé des femmes en 1987. Après huit ans de campagne pour combattre la mortalité et la morbidité maternelles, les femmes ont estimé qu'il fallait recentrer la campagne autour du phénomène de privatisation dans un contexte néolibéral. C'est pour cette raison que la Journée internationale d'action de 1997 a eu pour cible les problèmes d'accès à des services de santé de qualité, accès considéré comme un droit des femmes.

L'accès à des services de santé de qualité: un droit pour les femmes

En effet, au cours des dernières années, le mouvement des femmes s'est vu confronter à un défi sans précédent posé par un courant néolibéral touchant le domaine politique, économique et social. Même s'il est vrai que ces politiques ont été mises en place de manière différente selon les pays, il est impossible de ne pas voir au delà de ces différences une similitude frappante dans les résultats. Ces politiques impliquent des restrictions budgétaires, la privatisation d'entreprises et de services publics, la centralisation des dépenses publiques et l'adoption de toute une série de stratégies de restructuration économique. Invariablement, le résultat a été l'appauvrissement d'une grande partie de la population et une érosion significative des liens dans la société civile.

Les femmes ont de tout temps été les plus pauvres parmi les pauvres. Les réformes économiques ont accru la pauvreté chez les femmes, ainsi que la possibilité de jouir d'une bonne santé et de préserver leur bien-être.

La santé n'est plus considérée comme un droit humain élémentaire, elle s'est transformée en un nouveau "produit" qui s'achète. Avec la privatisation, l'accès à des services de santé n'a fait que se réduire davantage pour la majorité des femmes. Ainsi les problèmes ont-ils été envisagés de manière spécifique, sans tenir compte, dans une dimension globale, de la dynamique sociale et politique dans laquelle les femmes vivent et travaillent au sein de la société. Cette Journée internationale d'action pour la santé des femmes est une occasion de lutter contre la privatisation et la commercialisation des services de santé et de militer pour que l'accès à des services de qualité soit un droit pour les femmes.

Des obstacles économiques

Des taux de chômage élevés chez les femmes, un accès réduit à l'éducation et des inégalités salariales entre hommes et femmes sont autant de facteurs qui limitent l'accès des femmes à des services de santé.

Des obstacles sexistes

Les problèmes de santé des femmes ne sont pas pris au sérieux et tendent à revêtir moins d'importance au sein de la société. Les femmes réussissent à obtenir moins d'informations au sujet de leur santé que les hommes. Ceci ne leur donne pas l'occasion de prendre des décisions en toute connaissance de cause quant à la nature des services de santé auxquels elles désireraient accéder.

Des obstacles culturels

Les services de santé négligent souvent de tenir compte des traditions et des coutumes locales associées à bon nombre d'aspects de la santé et du bien-être des femmes. La médicalisation de leurs problèmes de santé a altéré la nature des services auxquels elles ont accès, comme en témoigne la surmédicalisation de la ménopause.

Des obstacles politiques

Un manque de volonté politique au niveau national et local lorsqu'il s'agit d'organiser des services de santé tenant compte des différences entre les sexes et l'existence de législation inappropriée sur

les grands problèmes de santé que connaissent les femmes, par exemple l'avortement, sont autant d'obstacles supplémentaires à l'accès des femmes à des services de santé correspondant à leurs besoins.

Un site à visiter : www.pause.pquebec.com